



Taille de l'État et richesse des Québécois

Cette étude se penche sur la croissance de l'État au Canada au cours des dernières décennies et offrent quelques estimations empiriques des coûts monétaires que cette expansion gouvernementale a entraînés pour les Canadiens en général et les Québécois en particulier.

Comme c'est le cas de plusieurs médicaments, une petite dose de gouvernement peut garantir une société vigoureuse et en bonne santé, mais peut devenir un dangereux poison lorsqu'on en prend une trop grande quantité. Un gros État peut offrir de nombreux services utiles, mais il prive en même temps le secteur privé des ressources nécessaires à la création de richesse. Cette étude tente d'offrir un coup d'œil global sur ce qu'il faut sacrifier sur le plan de la création de richesse par le secteur privé lorsqu'on choisit plutôt de laisser croître l'État.

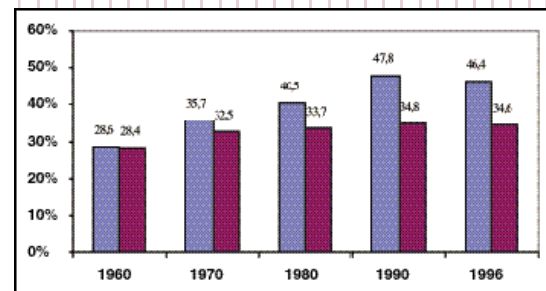
La Taille de l'État

Le Graphique 1 montre la taille globale de l'État au Canada et aux États-Unis – c'est-à-dire, les dépenses de tous les niveaux de gouvernement (fédéral, des provinces ou États, local) sur tous les services, y compris les transferts – par décennie depuis 1960. Les dépenses gouvernementales au Canada comptaient pour 28,6% du produit intérieur brut (PIB) en 1960, environ la même proportion qu'aux États-Unis. En 1996 cependant, elles avaient grimpé à 46,4% du PIB, beaucoup plus que le niveau américain de 34,6%.

Les dépenses gouvernementales au Canada comptaient pour 28,6% du produit intérieur brut (PIB) en 1960. En 1996 cependant, elles avaient grimpé à 46,4% du PIB.

Graphique 1

Ensemble des dépenses gouvernementales en pourcentage du PIB au Canada et aux États-Unis par décennie

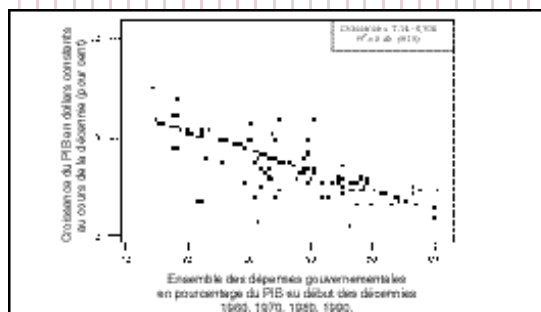


■ Canada
■ États-Unis



Graphique 2

La hausse des dépenses publiques réduit la croissance économique des pays de l'OCDE



Note: Ces données montrent qu'une hausse de 10 points de la part des dépenses gouvernementales dans le PIB réduit le taux de croissance annuelle de 1 point.

De la même façon, le revenu par habitant des deux pays était comparable en 1960. En monnaie constante, le revenu par habitant aux États-Unis était alors de 14 442 \$CAN, comparé à 12 593 \$CAN au Canada – un écart de seulement 8,1%. En 1998, cet écart s'était considérablement accru : le revenu par habitant avait atteint 45 171 \$CAN aux États-Unis, soit 54,5% de plus que celui de 28 425 \$CAN enregistré au Canada. En somme, entre 1960 et 1998, le revenu par habitant des Américains a augmenté de 222% alors que celui des Canadiens n'a augmenté que de 126%¹.

Entre 1960 et 1998, le revenu par habitant des Américains a augmenté de 222% alors que celui des Canadiens n'a augmenté que de 126%.

Services gouvernementaux vs croissance économique

Le Graphique 2 expose la relation entre la taille de l'État et la croissance économique en utilisant des données sur les pays très développés de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) depuis 1960. La taille de l'État au début de chaque décennie est représentée sur l'axe horizontal, alors que la croissance du PIB réel pendant chaque décennie est représentée sur l'axe vertical. Il y a donc quatre points pour chacun des 23 membres de l'OCDE – un pour chaque décennie – pour un total de 92 points.

La pente de la droite de régression indique que pour chaque augmentation de 10 points de la taille de l'État en proportion du PIB, on observe une réduction de 1% par année de la croissance économique. Cette relation peut paraître minime, mais après un certain nombre d'années même de très petites réductions du taux de croissance peuvent avoir un effet considérable sur le niveau de revenu².

Comparaison entre le Canada et les États-Unis

La taille de l'État s'est accrue aussi bien aux États-Unis qu'au Canada depuis 1960, mais cette croissance a été beaucoup plus forte au Canada. Sur la base des résultats présentés plus haut, nous pouvons estimer de façon approximative à quel point la croissance économique dans les deux pays a été ralentie par suite de l'augmentation de la taille de l'État depuis 1960³.

Pour chaque augmentation de 10 points de la taille de l'État en proportion du PIB, on observe une réduction de 1% par année de la croissance économique.

Les dépenses gouvernementales américaines ont grimpé de 28,4% du PIB à 34,6% au cours des quatre dernières décennies. Ceci représente la plus faible augmentation parmi tous les pays de l'OCDE. En conséquence, les Américains n'ont pas eu à sacrifier une part considérable de richesse en échange de cet État plus imposant. À partir du modèle de régression représenté par le Graphique 2, on peut estimer que le revenu par habitant aux États-Unis aurait été plus élevé de 8 185 \$CAN en 1998 si l'État américain avait conservé sa taille de 1960⁴.

¹ Tous les montants sont en dollars canadiens constants de 1998. Le taux de change a été utilisé pour convertir les dollars américains en dollars canadiens. Source: Banque mondiale, *World Development Indicators on CD-ROM:2000* (Washington, DC: The World Bank), 2000.

² Ces données sont tirées de l'étude de James Gwartney, Randall Holcombe, et Robert Lawson, "The Scope of Government and the Wealth of Nations," *Cato Journal* 18(2), (1998): 163-190, qui a été traduite en français par l'Institut économique de Montréal sous le titre *Taille de l'État et richesse des nations*, (2000). On pourra y trouver une analyse économétrique plus sophistiquée, mais les résultats sont quantitativement similaires.

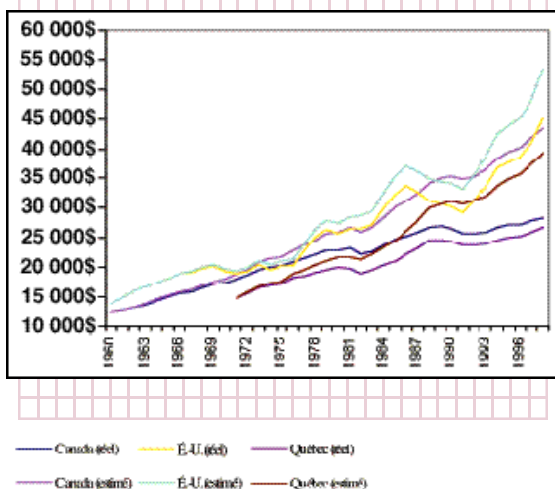
³ La série de données utilisée dans l'étude originale ne rapportait la taille de l'État que pour 1960, 1970, 1980, 1990 et 1996. Celle contenue dans la présente étude utilise des estimations linéaires pour les années intermédiaires ainsi que pour 1997 et 1998.

⁴ Cette estimation diffère quelque peu de celle offerte dans l'étude originale, soit 5 860 \$US (8 693 \$CAN). La méthodologie pour le calcul a été raffinée de façon à tenir compte du cheminement réel de la croissance de l'État entre 1960 et 1998, alors que les calculs originaux reposaient uniquement sur les points de départ et d'arrivée.



Graphique 3

PIB par habitant réel et estimé pour les tats-Unis, le Canada et le Québec.



On doit s'attendre à ce que l'effet soit beaucoup plus notable au Canada parce que les divers niveaux de gouvernement ont crû beaucoup plus que ceux des États-Unis. En utilisant la même méthodologie que ci-dessus, on peut estimer que si l'État au Canada s'était maintenu à sa proportion de 1960, soit 28,6% du PIB, le PIB réel de 1998 aurait été de 53,0% plus élevé, soit 1318 milliards \$CAN plutôt que l'actuel 861 milliards \$CAN.

Si on examine ces résultats sous l'angle du revenu par habitant, chaque Canadien aurait été plus riche de 15 065 \$CAN (ou 60 259 \$CAN pour une famille typique de quatre personnes) si la taille de l'État au Canada n'avait pas dépassé son niveau de 1960.

Chaque Canadien aurait été plus riche de 15 065 \$CAN (ou 60 259 \$CAN pour une famille typique de quatre personnes) si la taille de l'État au Canada n'avait pas dépassé son niveau de 1960.

Au total, on estime que le taux de croissance moyen durant la période de 1960 à 1998 a été réduit de 4,77% à 3,61%. Cette réduction d'un peu plus d'un point s'est traduite, sur une période relativement longue, par une baisse très considérable du revenu des Canadiens.

L'effet de la croissance de l'État au Québec

Les données sur le produit intérieur brut du Québec ne sont disponibles que depuis 1971. Il est toutefois possible, en utilisant la même méthodologie, d'estimer la réduction du taux de croissance économique (et donc du revenu) pour le Québec en utilisant 1971 comme année de référence. La baisse de revenu risque bien sûr d'être moins importante que pour le Canada dans son ensemble, puisque le phénomène décrit aura eu onze années de moins pour avoir son effet.

Cette réduction d'un peu plus d'un point [de croissance économique] s'est traduite, sur une période relativement longue, par une baisse très considérable du revenu des Canadiens.

Qui plus est, la méthodologie ne tient pas spécifiquement compte de la taille de l'État provincial québécois mais applique plutôt au Québec une donnée globale regroupant tous les gouvernements au Canada. Puisque l'État québécois est comparativement plus important que la moyenne canadienne, notamment que les États provinciaux albertain et ontarien, il est fort probable que ce calcul sous-estime l'impact réel sur la baisse de revenu.

On estime que si la taille globale de l'État au Canada était restée à son niveau de 1971, soit environ 36%, le produit intérieur brut du Québec aurait été de 46,4% plus élevé que ce qui était le cas en 1998. Au lieu d'être de 26 746 \$CAN, le revenu par habitant serait donc de 39 158 \$CAN – l'équivalent de 12 412 \$CAN pour chaque Québécois, homme, femme et enfant, ou 49 648 \$CAN par famille de quatre personnes.

Le Graphique 3 illustre le PIB par habitant réel et estimé pour les États-Unis et le Canada depuis 1960 si leurs dépenses gouvernementales respectives s'étaient maintenues à leur niveau de 1960. Le même graphique montre également le PIB par habitant réel et estimé pour le Québec depuis 1971 si les dépenses gouvernementales étaient restées à leur niveau de 1971 au Canada.



Conclusion

Selon les estimations contenues dans cette étude, le PIB canadien en 1998 aurait été plus élevé d'au moins 50% si l'État n'avait pas dépassé sa taille de 1960 au Canada – ce qui correspond à plus de 15 000 \$CAN par citoyen canadien.

On estime que chaque Québécois serait en moyenne plus riche de 12 412 \$CAN si l'État était resté à sa taille de 1971 au Canada, soit 49 648 \$CAN par famille de quatre personnes.

Le cheminement différent du Canada et des États-Unis depuis 1960 illustre très bien le coût de la croissance de l'État. Alors que les deux ont dû payer un prix en échange d'un gouvernement plus imposant, le Canada a payé beaucoup plus cher. Au début de la période étudiée, les Américains étaient en moyenne 8,1% plus riches que les Canadiens, alors que cet écart avait atteint 54,5% en 1998. Si les deux pays avaient maintenu leurs dépenses gouvernementales à leur proportion de 1960, on estime que l'écart entre la richesse des Américains et celle des Canadiens ne serait aujourd'hui que de 19%.

Des résultats qualitativement similaires ont été trouvés pour le Québec. À cause de données plus restreintes, la méthodologie utilise 1971 comme année de référence plutôt que 1960. Malgré cela, on estime que chaque Québécois serait en moyenne plus riche de 12 412 \$CAN si l'État était resté à sa taille de 1971 au Canada, soit 49 648 \$CAN par famille de quatre personnes.

NOTE: Un annexe contenant le détail des calculs sur les trois entités politiques discutées dans cette Note est disponible sur le site web de l'Institut économique de Montréal à www.iedm.org.

Institut Économique de Montréal

Institut économique de Montréal
6418, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)
H2S 2M2 Canada
Téléphone: (514) 273-0969
Télécopieur: (514) 273-0967
Courriel: info@iedm.org
Site Web : www.iedm.org

L'Institut économique de Montréal (IEDM) est un institut de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Il œuvre à la promotion de l'approche économique dans l'étude des politiques publiques.

Fruit de l'initiative commune d'entrepreneurs, d'universitaires et d'économistes de Montréal, l'IEDM ne reçoit aucun financement public.

Abonnement annuel aux publications de l'Institut Économique de Montréal : 68,00 \$.

Président du conseil :
Adrien D. Pouliot
Directeur exécutif :
Michel Kelly-Gagnon
Président du Conseil scientifique :
Jean-Luc Migué

Les opinions de l'auteur ne représentent pas nécessairement celles de l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration.

La présente publication n'implique aucunement que l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit.

Reproduction autorisée à condition de mentionner la source.

© 2001 Institut économique
de Montréal

Imprimé au Canada